

## **Bulletin d'information sur les pesticides**

N°7 – Février 2022

## **Actualités associatives**



## <u>UE : Les lobbies des pesticides contre les objectifs de réduction</u> du Green Deal

Le 14 juillet 2021, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait annoncé les mesures incluses dans le nouveau <u>pacte vert européen</u>, plus connu sous le nom de Green Deal. Ces mesures ont pour objectifs d'abaisser la quantité de pesticides utilisée par les agriculteurs pour une transition vers l'agriculture biologique et de limiter le réchauffement climatique. Ces annonces ont mécontenté de nombreux acteurs de l'industrie agrochimique qui ont fait jouer leurs lobbys pour inciter les décideurs de l'Union européenne à revoir leurs ambitions à la baisse.

C'est ce que démontre l'<u>enquête</u> très documentée de DeSmog, un média indépendant qui offre un antidote au déni scientifique et à la désinformation. DeSmog a identifié 14 entreprises qui ont poussé l'Union européenne à réduire ses politiques environnementales et ses résolutions en termes d'agrochimie ces

dernières années. La plupart de ces entreprises sont des géantes multinationales, telles que Bayer ou Corteva. D'après le registre de transparence européen, treize de ces entités sont reconnues comme des lobbys officiels.

Comment s'y prennent-elles ? En organisant, par l'intermédiaire de leurs représentants, des rencontres avec différentes institutions de l'Union européenne qui travaillent sur les secteurs de l'agriculture, de l'environnement ou bien des risques chimiques. Et pour de telles rencontres, elles n'hésitent pas à sortir le grand jeu. Par exemple, le groupe chimique allemand BASF a organisé il y a environ un an une dégustation de vins avec des membres du Parlement européen pour parler de la politique agricole européenne, à l'occasion de laquelle les eurodéputés se sont vu offrir six petites bouteilles de bon vin. Au total, BASF et les autres grands groupes de l'industrie chimique auraient dépensé l'équivalent d'au moins 45,9 millions d'euros en deux ans pour leurs activités de lobbying. Cette somme énorme est cependant dérisoire si on la compare avec les 234 milliards d'euros que représente le secteur de l'agrochimie au niveau mondial.

Réagissant à l'enquête de DeSmog, Natacha Cingotti, responsable de la politique en matière de santé et de produits chimiques chez notre partenaire *Health and Environmental Alliance* (HEAL), a déclaré : « Dans le cadre du système réglementaire actuel et des processus de consultation des parties prenantes qui y sont liés, il est un fait que les acteurs dominants sont les entreprises mêmes qui sont destinées à tirer profit de la vente de produits chimiques nocifs, et non celles qui défendent la protection de la santé et de l'environnement. » Il y a indéniablement un déséquilibre majeur et très malsain dans la représentation des différents intérêts pouvant influencer les décisions de l'Union européenne en matière de politique agricole.

Si vous êtes arrivé jusqu'ici, pouvez-vous faire encore un tout petit effort ?

Justice Pesticides a besoin de vous pour continuer ce travail d'investigation et d'information pour aider les victimes de pesticides.

Je donne à Justice Pesticides

Retour au site de Justice Pesticides